

## CHYPRE

## Une Nouvelle Tentative de Mediation de L'ONU

Les représentants des communautés grecque et turque de Chypre ont quitté l'île le samedi 4 août pour Vienne, où ils doivent avoir, lundi et mardi, des consultations séparées avec le secrétaire général de l'ONU. Cette tentative de médiation de M. Perez de Cuellar est la première depuis que la partie turque de l'île, occupée par l'armée turque depuis 1974, s'est proclamée indépendante. Ces consultations ont peu de chance de déboucher sur un résultat immédiat, mais elles devraient permettre à M. Perez de Cuellar de mettre au point ultérieurement des propositions pour un règlement global du problème chypriote.

Peu de gouvernements, autant que celui de Chypre, peuvent se targuer de défendre une cause que les instances internationales soutiennent avec autant de constance et de fermeté. Le Conseil de sécurité avait condamné le débarquement des troupes turques dans l'île le 20 juillet 1974 et, depuis, il a adopté plusieurs textes, notamment en 1975 et en 1983, rappelant à chaque fois ses résolutions précédentes et réclamant avec insistance leur application afin de mettre un terme à la partition du territoire.

La résolution 550 adoptée le 11 mai 1984, encore plus vigoureuse que les précédentes, "condamne toutes les mesures sécessionnistes, y compris le prétendu échange d'ambassadeurs entre la Turquie et les dirigeants chypriotes turcs, déclare ces mesures illégales et invalides et demande qu'elles soient immédiatement rapportées". En outre, elle "réitère l'appel lancé à tous les Etats de ne pas reconnaître le prétendu Etat dit "République turque de Chypre-Nord" et leur demande de n'encourager ni d'aider d'aucune manière l'entité sécessionniste". Enfin, une fois de plus, elle presse le secrétaire général de l'ONU de faire appliquer les textes votés.

Pourtant les différentes puissances qui défendent avec force ces principes et qui pourraient accélérer un règlement de la question chypriote ont toutes de bonnes raisons, qu'elles se gardent d'avouer publiquement, pour ne pas intervenir. Ainsi des Etats-Unis qui portent d'ailleurs une certaine responsabilité dans l'invasion des troupes turques. Washington, qui a toujours ménagé la Turquie, son alliée dans l'OTAN, compte aussi beaucoup sur elle pour compenser dans la région la perte de l'Iran.

Logiquement, l'Union soviétique devrait faire contre poids aux Etats-Unis. Elle a d'ailleurs fait des avances à Chypre et laissé entendre qu'elle serait prête à absorber la quasitotalité de ses exportations-ce qui aurait pour inconvénient de rendre l'île bien dépendante. Cela étant, Moscou agit avec prudence, comme

toujours avec Ankara. L'URSS peut en outre se satisfaire du statu quo, le problème de Chypre étant un épine dans le pied de l'OTAN.

Que se passerait-il si, prenant prétexte d'une initiative soviétique, la Turquie étendait sa présence à Chypre au nom de sa propre défense? Et si, par solidarité avec les Chypriotes grecs, Athènes était amenée à réagir, la riposte d'Ankara ne consisterait-elle pas à faire valoir des revendications sur les îles grecques de la mer Egée? Ainsi, pour les deux grands, Chypre est-elle à la fois comme un domino qui peut faire tomber les autres si on y touche, et comme un abcès de fixation si on observe le statu quo.

La CEE aussi est favorable à une solution et elle ne manque pas d'atouts pour inciter Ankara à la modération et hâter un règlement entre Chypriotes grecs et turcs. Le plus efficace serait de conclure avant la fin de l'année, comme le demande le président Kyprianou, les négociations qui traînent depuis 1972, sur l'union douanière entre les Dix et Chypre. L'île étant représentée par son gouvernement légal, seul reconnu, l'accord concernerait l'ensemble du territoire.

Il tiendrait pour nulle la partition mais, en même temps, pourrait présenter des avantages pour les Chypriotes turcs qui connaissent de réelles difficultés économiques et dont le niveau de vie a baissé.

### **Eviter une crise avec Ankara**

Mais, là encore, certains Etats membres peuvent faire traîner les choses pour éviter une éventuelle crise avec Ankara et sauvegarder leurs intérêts nationaux. C'est le cas, entre autres, de la Grande-Bretagne, qui a contribué dans les années cinquante à dresser l'une contre l'autre deux communautés qui coexistaient depuis des siècles, en utilisant comme supplétif des Chypriotes grecs qui luttèrent pour l'indépendance et pour l'Enosis (rattachement à la Grèce). Or, Londres, tout comme la R.F.A., est aujourd'hui un important partenaire commercial de la Turquie. Aussi, le gouvernement de Nicosie compte-t-il particulièrement sur la France, qui lui a apporté le soutien le plus déterminé, pour empêcher que les négociations avec le CEE ne s'enlisent.

Même complexité du côté des non-alignés. Autant par respect du droit que par solidarité avec un de ses membres fondateurs, le mouvement des non-alignés appuie sans réserve le gouvernement de Chypre sur le plan des principes. Mais dans la pratique, certains chefs de file, oubliant la disproportion des forces en présence, notent que l'île est bien près de la Turquie et qu'on ne peut totalement ignorer ses intérêts stratégiques et son souci de ne pas avoir à Nicosie un gouvernement hostile.

Les Etats membres de la Ligue arabe -- avec lesquels Chypre entretient d'excellents rapports (le Monde daté 5-6 août) -- appartiennent pour la plupart au mouvement des non-alignés et en totalité à l'organisation de la conférence islamique. Aucun pays arabe ou musulman n'a reconnu jusqu'ici -- sauf la Turquie -- la "République" proclamée par M. Denktash le 15 novembre 1983. Mais on a noté que ce dernier a assisté comme observateur au "sommet" islamique de Cassablanca en janvier dernier, ce qui n'a pas manqué d'inquiéter le gouvernement de Nicosie.

Les perspectives, on le voit, ne sont pas brillantes. Les bases d'une solution se trouvent dans l'île même. En effet, tous les partis politiques chypriotes grecs sont favorables à un règlement. Ils divergent sur les moyens d'y parvenir mais n'ignorent pas qu'il est impossible de revenir complètement à la situation qui prévalait avant 1974. Ils admettent les concessions faites par le président Kyprianou tant sur le plan de l'organisation fédérale que sur celui de l'organisation territoriale, puisqu'il propose à la communauté turque 25 % de l'île, alors qu'elle ne représente que 20 % de la population.

Pour sa part, M. Glafkos Cleridès, chef du Rassemblement démocratique (parti de droite de l'opposition), va plus loin. "Nous avons perdu une guerre et cela se paye, dit-il. Il faut admettre que Chypre sera une République indépendante, souveraine, non alignée, mais fédérale et bicommunautaire. Il faut discuter de zones plus que de superficie. Ainsi, il est plus important de récupérer Famagouste, même si elle ne représente que 0,5 % ou 1 % de superficie, plutôt que 3 % de terres agricoles. Il faut aussi tenir compte du facteur temps et faire preuve de réalisme. Il y a une vague intégriste. Si le panislamisme continue à progresser, que ferons-nous dans vingt ans? Qui peut garantir que, d'ici là, si une solution n'est pas trouvée, des pays islamiques ne finiront pas par reconnaître la "République" de M. Denktash?

Dans la zone nord, les Chypriotes turcs qui observent avec envie les succès des Chypriotes grecs, supportent de plus en plus mal la présence des colons d'Anatolie et les soldats turcs. Bien qu'ils se soient ralliés sous la pression à la proclamation de la "République" sécessionniste, les partis d'opposition n'y étaient pas favorables et ils continuent à tenir tête à M. Rauf Denktash, qui ne maintient son autorité qu'avec le soutien d'Ankara. La Turquie peut certes ignorer les vœux de l'opinion publique à Chypre et dans le monde, mais sa position risque d'être inconfortable.

Paul Balta

Le Monde du 7 août 1984

Cyprus ; A

**Divided Island**

( a book by Christopher Hitchens)

After a decade of relative immobility, the problem of Cyprus has thrust itself back into world consciousness, if not yet the world's conscience. The declaration last November by the Turkish Cypriots (forming less than 20 per cent of the island's population) backed by the Turkish Army (occupying nearly 40 per cent of the island's area) has stimulated new international efforts to resolve a dispute which lies like an unexploded bomb in the heart of the Eastern Mediterranean. Its explosion could blow apart the Western Alliance, NATO and the European Community. But so far Western efforts to neutralize it seem to have been attempted through controlled detonations rather than a careful diplomatic defusing. This book lays a large part of the blame for the present situation of Cyprus on the United States Government and especially its chief foreign policy adviser during much of the seventies, Dr. Henry Kissinger. Mr. Hitchens argues that the Turkish invasion of Cyprus in 1974 was not the climax of the struggle of the Greek Cypriots for union with Greece but was the outcome of a super-power design for partition which began to develop only four years after Cyprus had achieved independence in 1960. This idea of partition reflected only the strategic requirements of outside powers, it did not conform to local needs.

Mr. Hitchens gives a lively and elegantly concise account of the earlier history of the island leading up to the creation of the Cyprus Republic under Archbishop Makarios in 1960. The new state was founded on the renunciation of both enosis (union of the whole island with Greece) and taksim (partition with the Turkish Cypriot slice joining up with mainland Turkey). The international structures were subject to guarantees by Greece, Turkey and Britain, each of whom maintained some troops on the island; Britain also had two sovereign military bases.

It was in 1964 that the first step towards partition took place. That year also marked the replacement of Britain by the United States as the chief international arbiter in the dispute. President Johnson gave the Greek Prime Minister the rough edge of his Texan tongue but he also warned the Turks off an invasion of Cyprus and sent Dean Acheson to mediate and suggest a solution. The main aim of US policy then was to avoid a Greco-Turkish war or a split inside NATO, and secondly to get rid of Makarios who was seen by many in Washington as "the Mediterranean Castro", too friendly to Russia.

The plan suggested by Acheson was intended to give Greece and Turkey each something at the expense of Cyprus which would remain under ultimate control of the two countries. Most of the island would unite with Greece, and in the remainder there would be Turkish Cypriot cantons and Turkish military bases. But Mr.

Hitchens produces plausible evidence that at the same time the United States was giving covert support to the Greek military junta, which seized power in 1967 and from 1970 onwards waged a campaign to get rid of Makarios in alliance with Greek Cypriot extremists.

It was the Athens junta's engineering of the 1974 military coup in Cyprus to remove Makarios which precipitated the Turkish invasion of the island in 1974 and laid the ground for the present de facto partition. But, concludes Mr. Hitchens, it was Kissinger who decided to let the campaign against Makarios go ahead, Kissinger who tried to screen the Greek junta from the fatal consequences of that policy, Kissinger who engineered and led the switch to Turkey when both these expedients failed, and Kissinger who persuaded the British Government to renege on its treaty obligations.

Indeed, one of the more miserable aspects of the whole tragic was the extraordinary pussy-footing attitude of the then British Foreign Secretary, James Callaghan, damningly illustrated by his evidence to a House of Commons Select Committee on the 1974 crisis.

If the pages on Dr. Kissinger sometimes read more like a brief for a prosecuting counsel than the summing-up of a judge, there remains a strong case for Dr. Kissinger to answer. More important, there still exists a huge miscarriage of justice which the people of Cyprus deserve to have set right.

Robert Stephens

The Observer, July 29, 1984

## **Le Mouvement des Non Alignés Réitère son Soutien envers Chypre**

La 3<sup>e</sup> Conférence des Ministres du Travail des pays non alignés et d'autres pays en voie de développement, qui a eu lieu au Nicaragua du 10 au 13 mai 1984, a adopté la résolution suivante sur Chypre:

"La 3<sup>e</sup> Conférence des Ministres du Travail des pays non alignés et d'autres en voie de développement, qui a eu lieu à Managua, au Nicaragua, du 10 au 13 mai 1984.

**Rappelant** les résolutions appropriées des Nations Unies sur le problème chypriote et en particulier les résolutions 365 (1974), 367 (1975), 541 (1983) 550 (1984) du Conseil de Sécurité ainsi que la résolution 2131 (1974) adoptée à l'unanimité par l'Assemblée Générale, et déplorant que ces résolutions n'ont pas été encore mises en application.

**Gravement préoccupée** par l'occupation militaire étrangère continue d'une partie du territoire de la République de Chypre,

**Gravement préoccupée** également par l'aggravation de la crise résultant directement d'autres actes sécessionnistes entrepris par les autorités d'occupation étrangères et la partie chypriote turque dans la partie occupée de la République de Chypre,

**Condamnant** tous les efforts ou actes visant à modifier la structure démographique de Chypre,

1. **Réaffirme** son entier soutien envers la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale, l'unité et le non alignement de Chypre,

2. **Réaffirme** de plus les résolutions et les décisions appropriées des Nations Unies ainsi que les prévisions des déclarations et communiqués des Non Alignés concernant la question de Chypre et exige leur mise en application efficace et immédiate.

3. **Exige** le retrait immédiat des forces d'occupation étrangères dont la présence permet entre autres, les actes sécessionnistes susdits.

4. **Condamne** les actes sécessionnistes susmentionnés et les déclare nuls et non avens et demande instamment leur annulation immédiate.

5. **Prie instamment** de respecter entièrement les droits de l'homme de tous les Chypriotes, et d'établir des mesures pour le retour des réfugiés dans leurs foyers en sécurité.

6. **Demande** à tous les états de s'abstenir de toute mesure qui pourrait saper l'entière intégrité territoriale, la souveraineté et l'unité de la République de Chypre.

7. **Réitère** son soutien envers la mission de bons offices du Secrétaire général pour la recherche d'une solution rapide au problème de Chypre dans le cadre des résolutions appropriées du Conseil de Sécurité de l'ONU.

**Security Council Resolution 550 - Strongest UN Decision on Cyprus**

The Security Council adopted on Friday 11/5, by a vote of 13 in favour (U.S.S.R., People's Republic of China, United Kingdom, France, India, Egypt, Peru, Ukraine (S.S.R.) Upper Volta, Zimbabwe, Netherlands, Malta and Nicaragua), to one against (Pakistan) and with one abstention (United States), resolution 550 (1984) on Cyprus. The resolution reads as follows:

"The Security Council,

**Having considered** the situation in Cyprus at the request of the Government of the Republic of Cyprus,

**Having heard** the statement made by the President of the Republic of Cyprus,

**Taking note** of the report of the Secretary-General (S/16519),

**Recalling** its resolutions 365 (1974), 367 (1975), 541 (1983) and 544 (1983),

**Deeply regretting** the non-implementation of its resolutions, in particular resolution 541 (1983),

**Gravely concerned** by the further secessionist acts in the occupied part of the Republic of Cyprus which are in violation of resolution 541 (1983), namely, the purported "exchange of Ambassadors" between Turkey and the legally invalid "Turkish Republic of Northern Cyprus" and contemplated holding of a "constitutional referendum" and "elections", as well as by other actions or threats of actions aimed at further consolidating the purported independent state and the division of Cyprus,

**Deeply concerned** by recent threats for settlement of Varosha by people other than its inhabitants,

**Reaffirming** its continuing support for the United Nations Peace-keeping Force in Cyprus,

1. **Reaffirms** its resolution 541 (1983) and calls for its urgent and effective implementation,

2. **Condemns** all secessionist actions, including the purported exchange of Ambassadors between Turkey and the Turkish Cypriot leadership, declares them illegal and invalid and calls for their immediate withdrawal,



3. **Reiterates** the call upon all states not to recognize the purported state of the "Turkish Republic of Northern Cyprus" set by the secessionist acts and calls upon them not to facilitate or in any way assist the aforesaid secessionist entity,

4. **Calls upon** all states to respect the sovereignty, independence, territorial integrity, unity and non-alignment of the Republic of Cyprus,

5. **Considers** attempts to settle any part of Varosha by people other than its inhabitants as inadmissible and calls for the transfer of this area to the administration of the United Nations.

6. **Considers** any attempts to interfere with the status or the deployment of the United Nations Peace-Keeping Force in Cyprus as contrary to the resolutions of the United Nations,

7. **Requests** the Secretary-General to promote the urgent implementation of Security Council resolution 541 (1983),

8. **Reaffirms** its mandate of good offices given to the Secretary-General and requests him to undertake new efforts to attain an overall solution to the Cyprus problem in conformity with the principles of the Charter of the United Nations and the provisions for such a settlement laid down in the pertinent United Nations resolutions, including Security Council resolution 541 (1983) and the present resolution,

9. **Calls upon** all parties to co-operate with the Secretary-General in his mission of good offices,

10. **Decides** to remain seized of the situation with a view to taking, in the event of non-implementation of its resolution 541 (1983) and the present resolution, urgent and appropriate measures,

11. **Requests** the Secretary-General to promote the implementation of the present resolution and to report thereon to the Security Council as developments require."

**Mr. Denktash asks for more**

When Cyprus catches cold, the rest of the region shows a distinct tendency to sneeze. That is why both the growing tension in Cyprus and the Greek Government's endorsement of the neutralist Stockholm declaration, which calls for an immediate nuclear freeze, have been placed on the agenda for the NATO foreign ministers' conference in Washington today. Prime Minister Papandreou, the socialist leader of Greece, is often accused of taking an erratic and unpredictable attitude towards Western defence. Not so: he blows hot or cold primarily according to the state of play with Turkey. Over Cyprus, he has concluded that Ankara is in a diplomatically aggressive mood and that the big guns in NATO are doing nothing to register their displeasure if any. Hence the boat-rocking.

Greece now fears tension may increase in the next few weeks as the six-monthly mandate for the UN peacekeeping force in Cyprus comes up for renewal. The UN force is, technically, accredited to the government of the Republic of Cyprus which is only able to administer that two-thirds of the island not under Turkish control. Since the unrecognised Turkish Cypriot UDI last November, their leader, Mr. Rauf Denktash, has refused to accept the writ of the UN force. But he has allowed UNFICYP soldiers to continue their essential monitoring on his territory, as "guests". Now, he warns, that privilege will be withdrawn unless the UN recognises his "Turkish State of Northern Cyprus". That the Security Council clearly will not do. For the position of the UN, since 1974, has been that Northern Cyprus is under Turkish occupation and that the Denktash administration is illegal. The Security Council wants a negotiated settlement, it is true. But it consistently refuses to legitimise the invasion or the mini-state which emerged from it.

At the time, Mr. Denktash wrapped UDI in a plethora of platitudes: independence was design "not to hinder but to facilitate the establishment of a genuine federation." He appealed to the secretary-general to continue his shuttle diplomacy in search of a negotiated settlement. Since then, however, it has become increasingly difficult to believe that Mr. Denktash has any inclination to come to formal, federal terms with his Greek Cypriot neighbours. Still less, that Ankara is an unwilling Goliath, being dragged along by a sophisticated David, based in northern Cyprus.

Turkey and Turkish Cyprus exchanged ambassadors on the very day the UN special representative was in Nicosia asking both sides to "freeze" things. Then came threats of a referendum to endorse a new "independence" constitution, to be followed in short order by election. In London next month Mr. Denktash and the Turkish

## HELLENIC STUDIES/ETUDES HELLENIQUES

ambassador to the UK will be joint guests of honour at a banquet for bankers and "international business circles" sponsored by leading Turkish banks. The purpose is to encourage Britain's fast growing trade -- a trade of dubious legality -- with the North. Mr. Denktash is systematically building upon UDI. He is calculatingly subverting the UN-mediated solution he claims to seek. And he is apparently doing it all with the blessings of Ankara. Small wonder there is a degree of twitching from Turkey's Nato neighbour, Greece.

The Guardian, May 29, 1984